Mensuel N°7

L'INDIGÈNE

DE LA REPUBLIQUE

Mai 2007

2 €

59 ANS DÉJÀ D'OCCUPATION DE LA PALESTINE



ACTUALITÉ
LA VICTOIRE DE DIEN BIEN PHU

MEETING DES INDIGENES
UN SUCCES



AFRIKARA
DIALOGUE AVEC MARTIAL ZE BELINGA



ELECTIONS PESTILENTIELLES

DIDON

En 2002, associée à l'insécurité, l'immigration, criminalisée sans complexes ni réserves par les politiques, les médias et autres forces de désinformation et de décrébration massive, était le cœur même de la campagne et des enjeux électoraux. Depuis, ces Français aux origines non-contrôlées, ces " gens venus d'ailleurs ", ont été l'objet d'une vaste campagne idéologique de stigmatisation, oeuvrant à les rendre indésirables, non plus seulement aux 20% d'électeurs lepéniste mais à tous ceux qui "aiment la France " et veulent la préserver de cette pollution culturelle et identitaire. Tournantes, violences barbares envers les filles des quartiers, loi contre le port du voile, terrorisme islamiste international, ont constitué autant de preuves pour démontrer la nocivité de ces populations étrangères à la Nation française. C'est ainsi un véritable travail de légitimation du racisme qui a été entrepris bras-dessus-bras-dessous par la droite et la grande majorité des mouvements de gauche ou dit de gauche.

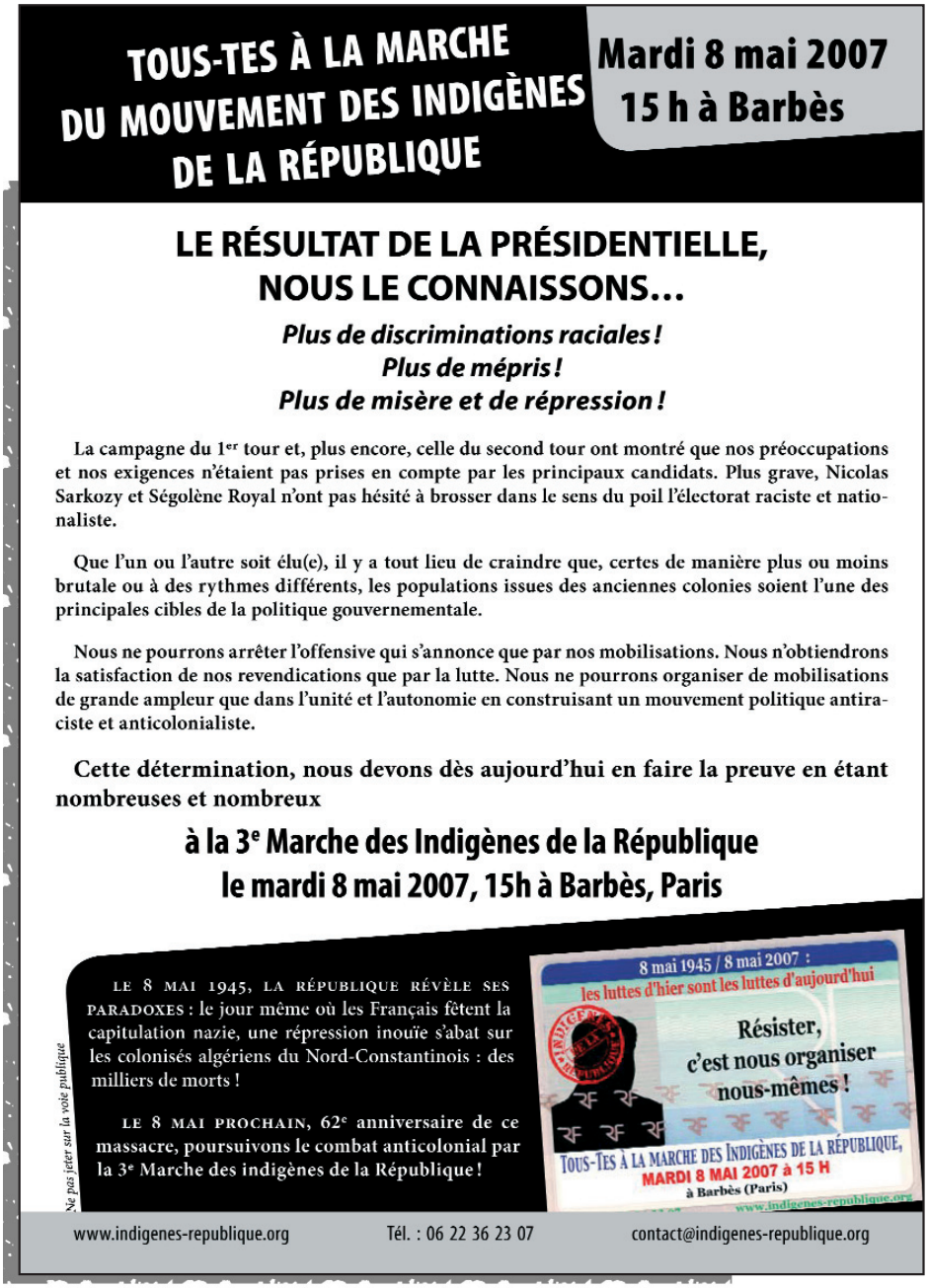
Faut-il alors s'étonner si la boucle est bouclée et si 65% des Français ont voté pour une droite raciste ? Sarkozy n'a pas tort quand il avoue en substance : " Je suis plus à droite que Chirac. Royal est plus à droite que Jospin et Bayrou est plus à droite que Lecanuet ". Ces élections ont exprimé un basculement à droite de l'électorat dont le racisme croissant est un des vecteurs les plus importants sinon le principal. Une image effrayante et illustrant cette évolution est celle de Marine Le Pen, tout sourire au lendemain du premier tour des élections, répondant à un journaliste qui l'interrogeait sur la défaite de son père : " C'est la victoire de ses idées ". C'est malheureusement LA phrase qui résume le bilan de ces élections.■

SOMMAIRE

édito :
elections pestilentielles, **p.2**

Dossier : Palestine
Palestine 1947/48 :
la responsabilité française, **p.3**
Le sionisme comme
dominatiopn blanche, **p.4**
France/Israël, entretien
avec Denis sieffert, **p.5**
les travailleurs immigrés
solidaires du peuple palestiniens, **p.6-7**

Afrikara : Dialogue
avec Martial Ze Belinga, **p.8**
Des rats des villes
chez le roi des champs, **p.9**
La victoire
de Dien Bien Phu, **p.10**
Le petit facho de gauche, **p.11**



AFRIKARA

DIALOGUE AVEC MARTIAL ZE BELINGA

PROPOS RECUEILLIS
PAR SADRI KHIARI

Le site Afrikara est considéré aujourd'hui comme un média de référence concernant les rapports d'inégalité entre Noirs et Blancs en France comme sur les questions relatives aux DOM-TOM et à l'Afrique sub-saharienne. L'Indigène de la république a rencontré l'un de ses principaux animateurs, Martial Ze Belinga.

IDR : Pourrais-tu présenter Afrikara [1] pour ceux qui ne l'ont pas encore découvert ?

MZB : Eh bien, le site Afrikara propose un regard alternatif sur le monde d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Nous voudrions contribuer à faire émerger un certain nombre de positions qui ne sont pas consensuelles, qui ne sont pas nécessairement connues voire dominantes. Nous travaillons à faire connaître au plus grand public possible, du point de vue des populations africaines et afro-descendantes en général, le rapport que ces dernières ont avec la modernité, avec la République, avec les républiques dans lesquelles elles se trouvent et avec la vie tout simplement. Cela nous engage forcément à parler de notre histoire qui est très empreinte, entre autre, de colonialité; cela nous engage bien entendu à parler du présent, des rapports de domination, de politique, c'est-à-dire des idées qui ont un impact sur le vivre ensemble. Donc, globalement, Afrikara est un site alternatif qui promeut une vision du monde conviviale, dans lequel tous les êtres humains sont pris à la même aune d'humanité, sans hiérarchie. On le fait avec un très grand intérêt pour les productions culturelles ; on part de ce qu'on connaît le moins mal, c'est-à-dire les Africains et les afro-descendants et on va à la rencontre de tout le monde.

IDR : Comment analyses-tu la persistance d'une fracture raciale en France alors que la République se dit égalitaire et que de nombreux dispositifs affirment lutter contre les discriminations. Dans quelle mesure, selon toi, le passé esclavagiste et colonial y est pour quelque chose ?

MZB : La persistance des discriminations raciales provient d'un fait très simple, en l'occurrence que les civilisations européennes puis occidentales sont les seules qui ont la particularité d'avoir rationalisé la hiérarchisation des êtres humains sur la terre. Il y a toujours eu des malentendus, des différents inter-tribaux, inter-ethniques, inter-raciaux, inter-catégoriels, etc. mais la particularité de l'Europe et plus tard de l'Occident est d'avoir classé, d'avoir recherché des mesures rendant compte de l'infériorité de certains, notamment les Noirs et les non-blancs, par rapport à la valeur suprême, la valeur blanche chrétienne. Et cette conviction a été une théologie puisqu'il ne faut pas oublier qu'au XVème siècle le pape et d'autres théologiens incitaient les commerçants à aller faire le commerce des Nègres de Guinée. Ce rapport de supérieurs à inférieurs est très ancré dans l'identité européenne. Cette obsession de la classification des êtres humains et des races (bien qu'officiellement il y ait eu des mutations sociales et politiques qui ont conduit à une république dont les termes sont liberté, égalité, fraternité), et les représentations du monde ne se sont pas muées en leurs contraires du jour au lendemain, d'autant plus que ces représentations ont été portées par l'élite intellectuelle, à la différence, par exemple, de l'empire britannique qui avait une démarche beaucoup plus pragmatique même s'il y avait aussi du racisme. Le colonialisme et le rapport à l'Autre a été, en France, très théorisé comme étant un rapport de supérieur à inférieur. Il y a tout un processus d'intériorisation de la norme de la supériorité qui même quand elle n'est pas dite demeure prégnante dans la société, malgré les règles formelles. Cela, c'est l'archéologie de la situation actuelle mais, bien sûr, il y a d'autres facteurs, des conservatismes, un ensemble de stratégies comme le fait que la question du racisme n'est pas un enjeu électoral ou plutôt qu'elle n'est qu'un enjeu négatif qui peut servir pour faire peur et faire basculer un électorat d'un camp à l'autre…



IDR : Tu écris dans un article publié en 2006 [2] : " La mémoire est liée aux cadres sociaux, lieux physiques, objets emblématiques, institutions et s'inscrit dans un espace social des mémoires qui cohabitent au sein d'une ou plusieurs sociétés, communautés. Une hiérarchie va donc caractériser l'espace disputé des mémoires, de telle sorte que les groupes sociaux et communautés dominés verront leur mémoire également dominée. Il se dégage alors une homologie, une correspondance entre les positions des individus et groupes dans les échelles sociales stratifiées et la reconnaissance de leur mémoire ". On peut parler, pour te citer encore, de " colonisation occidentale des champs de la mémoire ". A quoi répondent ceux que l'on pourrait nommer les colons de la mémoire : " Halte à la repentance coloniale ! Stop, la concurrence des mémoires ".

MZB : Il y a, en fait, un reflux de la colonisation sur le colonisateur ; ce reflux, entre autres, est déjà un reflux démographique, c'est-à-dire que le colonisateur lorsqu'il met sous sa férule des millions d'Arabes, d'Africains, etc. ne s'imagine pas les avoir, un jour, comme citoyens. Il se trouve que, pour un certain nombre de raisons comme le déficit démographique en Europe et en Occident, les colonisés sont aujourd'hui, par la loi au moins, les égaux des anciens colonisateurs. Que, dans les faits, les anciens colonisés restent en situation d'infériorité rend inférieures aussi leurs mémoires. L'histoire du colonisateur, qui est aussi l'histoire du vainqueur, se retrouve dans le même espace que l'histoire de celui qui en été la victime et ne peut donc pas être consensuelle. Elle ne peut pas être consensuelle a priori sauf à inventer du politique, à inventer des générations politiques qui arriveraient à sortir de ce clivage là parce qu'elles auraient compris que, vivant de facto avec des populations qui ont une histoire contradictoire - victoire des uns et défaite des autres -, il leur faut faire chose commune avec ces gens-là.
L'argumentaire de la concurrence des victimes est excipé chaque fois qu'il s'agit de l'histoire coloniale touchant les Africains du Nord et d'Afrique sub-saharienne, ce qui est bien une discrimination. Si on me disait qu'une période historique est trop lointaine et qu'elle n'a pas d'impact particulier aujourd'hui, donc on n'a pas de raisons de s'y intéresser, je répondrais " très bien, c'est une manière de fonctionner comme une autre ". Mais si on nous dit " ce qui s'est passé, il y a 50 ans en Algérie n'est pas important et ce qui s'est passé il y a 50, en Allemagne, dans les camps est important ", là, il y a un problème puisqu'on est dans la même période de temps et qu'on discrimine sur une base totalement arbitraire. Il y a un traumatisme fondamentale de la France vis-à-vis de ses citoyens juifs qui ont été déportés ; c'est légitime parce que ce qui s'est passé est un crime contre l'humanité mais certains intellectuels vivent l'apparition d'autres mémoires comme une concurrence ou comme quelque chose qui occulterait la leur ; ce qui est un non-sens parce que, si on se bat pour la notion même de crime contre l'humanité, on ne peut pas entrer dans une querelle d'apothicaires en disant qu'il ne faudrait pas que telle mémoire vienne occulter telle autre. Pendant un certain temps, parler de diaspora noire, c'était quasiment tabou, pourtant il n'était pas gênant de parler de diaspora arménienne ou de diaspora juive. Quand on parle du génocide arménien, cela ne pose aucun problème alors que cela choque à propos des Africains. Il reste donc une hiérarchisation entre les racismes. On essaye de maintenir certaines mémoires en état d'invisibilité.

(suite au dos)

1 http://www.afrikara.com/index.php
2 *" Production et occidentalité des prédations négrières "*, Martial Ze Belinga, in *Esclaves noirs, maîtres blancs.* Quand la mémoire de l'opprimé s'oppose à la mémoire de l'oppresseur, éditions homnisphères, Paris, 2006, p.192

DIALOGUE AVEC MARTIAL ZE BELINGA

IDR : Tu écris encore : " Africains et Afro-Caribéens continueront d'être entretenus dans le travail de mémoire d'autrui inculquée comme la leur. Une mémoire dominée n'est pas seulement une mémoire enfouie, elle est une mémoire nécessairement substituée et remplacée par la mémoire dominante, les références du passé étant constitutives du penser et de l'agir social présent. Il s'agit là d'un comble puisque Africains et Caribéens vont être socialisés dans une histoire et une mémoire dominante dont dérivent des conduites et des valeurs d'auto-flagellation, à contresens de leur historicité. " On pourrait parler d'assimilation mémorielle et d'aliénation… Ne serait-ce pas là une cause fondamentale des difficultés que nous rencontrons à concevoir et organiser une action politique de résistance ?

MZB : Tout à fait. Nous sommes dans une société très organisée qui éduque, par l'Ecole, par l'Etat, par toutes les institutions primaires comme la famille, la supériorité des uns par rapport aux autres. Elle éduque à la norme dominante. Nous avons donc des jeunes arabes, des jeunes noirs, qui développent, par exemple quand ils réussissent, tout un comportement d'évitement par rapport aux autres Noirs ou aux Arabes, parce que la société les a tellement bien " éduqué " qu'ils ont intériorisé des valeurs qui les nient fondamentalement. L'individu, lorsqu'il est arabe ou noir en France, est poussé à être en porte-à-faux avec lui-même.

IDR : De nombreux mouvements noirs de résistance se réfèrent souvent aux études historiques prouvant le caractère noir de la civilisation égyptienne antique ou rappellent l'existence de grands royaumes africains antérieurs à la colonisation. On peut faire le parallèle avec la volonté, chez beaucoup d'Arabes ou de musulmans, de rappeler le caractère brillant de la civilisation musulmane ancienne. C'est compréhensible mais, en même temps, ça me gêne un peu. Je n'y vois pas qu'un rétablissement légitime des histoires occultées par l'histoire européenne mais aussi l'acceptation d'une notion de la " civilisation " construite, imposée et utilisée comme justification par la colonisation : une forme particulière de rationalité, un " art ", une technologie, un certain type de formation sociale et d'organisation politique, etc. Pourquoi aurions-nous besoin de justifier nos revendications d'égalité et de dignité en nous attachant à démontrer que nos ancêtres n'étaient pas des " primitifs " au sens occidental du terme, c'est-à-dire des " sauvages " ? Le plus petit village africain précolonial était aussi complexe que tel ou tel grand empire capable de calculer la distance entre les étoiles, mais, quand bien même nos ancêtres n'auraient pas inventé la roue ou auraient mangé la viande toute crue, en quoi cela pourrait-il justifier, dans le passé, leur mise en esclavage et la colonisation et, dans le présent, l'inégalité et le racisme ? Se revendiquer de nos " civilisations brillantes " me paraît une forme de soumission aux normes idéologiques qui fondent la suprématie blanche…

MZB : Je suis parfaitement d'accord avec toi. Mais, pour me faire entendre et me faire comprendre, mon raisonnement consiste à prendre les mêmes référents que tout le monde et dire que, même en se basant sur ces référents-là, il y a peu de matière pour justifier les discriminations. Il n'empêche qu'effectivement une grande partie des travaux d'historiens qui exhument le passé africain, etc., ont tendance à partir sur des bases souvent eurocentriques. A ceci près que, bien souvent aujourd'hui, ce que nous prenons pour eurocentriques sont aussi des valeurs empruntées par l'Europe aux mondes arabes et autres. Ton observation est tout à fait valable mais il faut faire attention parce qu'on n'a pas toujours idée de ce qu'ont été nos propres référents culturels et de leurs empreintes sur l'universalité. Il faut tenir compte aussi que ces références, que tu critiques justement, fonctionnent également comme des " victoires symboliques " et aucun peuple ne peut vivre toute sa vie sur des défaites symboliques. Il faut donc avoir des " victoires symboliques " d'autant plus que celles-ci ne sont pas du tout factices : il y a eu effectivement un processus de civilisation de l'Europe par les peuples arabes.

IDR : Il existe de nombreuses causes communes à l'oppression des Noirs et des Arabes avec également des spécificités importantes. Cela justifie sans doute à la fois une expression politique autonome des uns et des autres et une expression commune. Pourtant, dans la plupart des cas, Noirs et Arabes marchent aujourd'hui séparément, les uns et les autres s'abstenant non seulement d'agir en commun mais même d'évoquer les discriminations vécues par les autres. Cela renverrait-il à l'influence du racisme anti-Noirs sur de nombreux Arabes ? Au souvenir de la participation arabo-musulmane à la traite négrière ? Peut-on tracer un signe d'équivalence entre la traite arabe et la traite européenne ? Ces clarifications me semblent importantes si l'on veut faire converger les luttes…

MZB : La particularité de la traite transatlantique, c'est qu'elle a été purement racialisée. Elle a ciblé exclusivement les Noirs d'Afrique qu'elle a déporté dans les Amérique. C'est une traite qui est relativement proche de nous, du XVème au XIXème siècle à peu près, particulièrement intensive et incomparable aux autres traites également parce que cette intensité a rythmé le développement économique de l'Occident. La déstructuration des sociétés africaines a donc été beaucoup plus forte. Les traites orientales qui se sont étendues sur un plus long terme ont été moins intensives avec un impact incommensurablement plus faible sur ces sociétés. Par ailleurs, les traites arabo-musulmanes captivaient indifféremment des Blancs et des Noirs. Elle n'est pas au départ racialisée ; elle dépend plutôt du clivage religieux : un musulman n'a pas le droit normalement de soumettre en esclavage un autre musulman donc les musulmans allaient s'approvisionner dans les pays où il n'y avait pas de musulmans. A un moment donné, le rapport de forces avec l'Europe est devenu tel qu'il n'a plus été possible de réduire des Blancs à l'esclavage. Finalement, le seul peuple qui n'était pas doté d'une force militaire susceptible de le protéger, c'était les Noirs d'Afrique. Dans la longue durée, cependant, le Noir a fini dans les pays arabes à être également assimilé à l'esclave. A quoi mènent ces différences de processus ? Où en est-on aujourd'hui ? J'ai eu l'occasion d'assister à une émission radio avec un négro-mauritanien qui a reproché aux autres négro-africains de ne pas suffisamment les inclure dans la question de l'esclavage parce que, pour eux, la servitude continue ; l'esclavage en Mauritanie a été déjà abolie trois fois - la dernière fois je crois en 1986 - ce qui traduit une certaine permanence. Il existe donc encore un racisme des peuples arabo-musulmans en Afrique vis-à-vis des Noirs. Il y a, de fait, une blessure et une douleur qui font qu'il est difficile de faire fi de cette question-là et qui peut empêcher de faire cause commune, de construire des espaces de pratique communs. Si tu vas sur notre site, tu trouveras d'ailleurs des témoignages qui vont dans ce sens. Il faut avoir des discours de vérité sur ces questions-là de même qu'on ne peut occulter que des Noirs ont déporté d'autres Noirs, etc. Il y a une part d'héritage qu'on doit nécessairement accepter.

IDR : A lire de nombreux articles publiés sur Afrikara, on a souvent l'impression que, pour combattre la fracture raciale, il suffirait d'une action de lobbying, d'un travail d'imprégnation culturelle et de grignotage de positions institutionnelles. J'ai eu du mal, par exemple, à comprendre la satisfaction exprimée à l'occasion de la nomination de Harry Roselmack comme présentateur du journal télévisée sur TF1.

MSB : La première chose à dire, c'est que nous sommes un site d'information citoyenne et militante ; c'est ce qu'on sait faire. L'enjeu pour nous, c'est déjà de créer une ouverture d'esprit, de créer les conditions " mentales " pour que les gens voient autre chose, qu'ils entendent d'autres discours et c'est à partir de là qu'eux-mêmes se sentiront portés vers l'action. On est convaincu que c'est un faisceau de choses qui change une société ; certaines actions ont un impact immédiat, d'autres plus lointain. Quelque soit le degré et l'intelligence d'instrumentalisation du système, ce qui nous importe dans la nomination d'Harry Roselmack, c'est ce que j'appelle l'impact représentationnel qui dépasse nos calculs. Le seul fait qu'un petit Arabe ou un petit Noir voit un Arabe ou un Noir présenter le journal va au-delà de nos calculs. Ce jeune homme aura un potentiel révolutionnaire que son frère ou celui qui l'a précédé n'a pas parce qu'il n'a pas vu, n'a pas touché du doigt, l'alternative. Quand une femme comme Christiane Taubira, quelque soit le parti auquel elle appartient, se présente à l'élection présidentielle, c'est un monde qui s'effondre parce qu'on a besoin de représentations, de visualiser certaines choses même si on n'est pas dupe du fait que ces choses arrivent aussi dans le cadre de certaines stratégies partisanes. Un jeune homme qui voit une référence à laquelle il peut s'identifier aura plus de raisons d'aller vers cette référence quand il sera en situation de le faire et il aura un degré de frustration plus fort parce qu'il sait que c'est possible et plus cette frustration sera maximisée parce que la société ne bouge pas et plus, lui, il cognera intelligemment dans le système… Cela permet aussi au jeune blanc d'ingérer de la diversité. Mais ce n'est qu'une dimension du lent travail consistant à faire évoluer les mentalités à côté de toutes les autres formes d'intervention qui composent le large spectre de l'action politique.■



Cet entretien a été réalisé à l'espace ANIBWE, librairie, galerie, salon, consacré aux productions culturelles africaines et caribéennes. ANIBWE est au 52, rue de Greneta, 75002, Paris (une rue perpendiculaire à la rue Montorgueil), métro Sentier. Tél. : 01 45 08 48 33, site : www.anibwe.com

L'INDIGÈNE DE LA RÉPUBLIQUE

est une publication du Mouvement des indigènes de la république.

Directeur de publication : Chater Jamal
Equipe de Redaction : Fatima Ouassak, Sadri Khiari, Farid Bennaï, Saïd Bouamama, Christine Delphy, Hsissou
Iconographie/Photographies : Mohamed Marhoum, Dalila
Dessins : Marhoum
Illustration de couverture : Mohamed Marhoum, Photo de couverture
Ont collaboré également à ce numéro : Zulficar, Houria Bouteldja, Didon, Alain Ruscio, Alexandre Piettre, Youssef Boussoumah,

Impression : 3A

L' indigènes de la république :
Pour nous contacter :
Tel : 06 28 06 60 35
Mail : journalindigene@yahoo.fr

Site : www.indigenes-republique.org

Service distribution et abonnements :
abonnementindigene@yahoo.fr

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.



IL Y A 59 ANS, LE PEUPLE PALESTINIEN ÉTAIT ARRACHÉ PAR LES ARMES À SA PATRIE

ZULFICAR

Depuis près de soixante ans, le peuple palestinien erre autour de son pays usurpé, privé d'un droit au retour pourtant garanti par la résolution 194 de l'ONU, mais jamais appliqué. Cette situation concerne 4 millions de réfugiés, c'est à dire la plus grande partie de ce peuple, dont 1 million et demi vivent encore dans les mêmes camps où leurs parents furent jetés il y a 60 ans. Prés de 3 générations y cohabitent ainsi, au Liban, Syrie, Jordanie et territoires Palestiniens de Gaza et Cisjordanie. Ce sont les plus anciens réfugiés du monde.

Depuis les frontières des pays refuges, enchaînés à leur exil, ils peuvent observer au loin leur terre occupée sans jamais pouvoir y accéder. Et pendant ce temps, afin de rendre irréversible ce colonialisme de peuplement, l'Etat d'Israël continue, au titre de " sa " loi du retour, de faire venir des vagues d'immigration de plus en plus lointaines ou inattendues : après les Ethiopiens, Russes, Ukrainiens, Baltes, se sont désormais des Indiens, Chinois ou, derniers en date, les Péruviens. Tout ce beau monde, pourra occuper, par exemple, la colonie dortoir de MAALE ADOUMIM qui achève l'encerclement de Jérusalem.

Le message délivré aux Palestiniens par le gouvernement israélien est clair : n'importe qui, pour peu qu'ils soit déclaré juif, aura le droit de vivre sur cette terre quand tout sera fait pour que les Palestiniens, qui s'accrochent encore à leur terre, soient délogés le plus vite possible.

L'occupation de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël, le 15 mai 1948, ne résulte pas d'un complot mais d'une volonté clairement affichée depuis longtemps d'asseoir la domination impérialiste sur cette région, par mouvement sioniste interposé. C'est uniquement à ce titre que l'Etat d'Israël fut créé et continue à être soutenu par ce même impérialisme. Nous voulons à travers ce dossier rendre hommage aux Palestiniens pour leurs souffrances et pour l'incroyable constance et la dignité dont ils ont toujours fait preuve dans leur détermination à recouvrer la liberté. Cette dignité nous inspire. ■

59 ANS DÉJÀ D'OCCUPATION EN PALESTINE

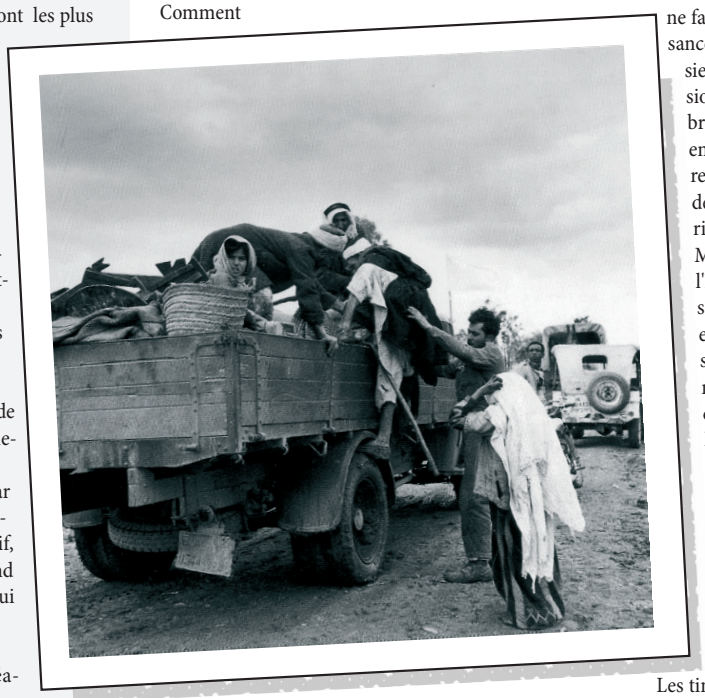
PALESTINE 1947/48 : LA RESPONSABILITÉ FRANÇAISE

YOUSSEF BOUSSOUMAH

Le 29 novembre 1947, l'assemblée générale de l'Onu à New York, " recommande ", le partage de la Palestine encore sous mandat britannique, en deux Etats indépendants et hétérogènes. La majorité des délégués a ignoré le refus du peuple palestinien. Cette décision fondamentale va ouvrir la voie à la proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël par David Ben Gourion, le 15 mai suivant.

De nombreux Etats, (notamment la Belgique ou certains pays d'Amérique centrale) de tradition catholique votaient usuellement comme la France, protectrice des chrétiens d'Orient. Le vote de la " fille aînée de l'Eglise " était donc attendu avec impatience ; il s'avéra déterminant pour l'avenir de la Palestine.

Comment interpréter la décision française dans une France encore taraudée en 1945 par plus de 5 années d'un virulent antisémitisme d'Etat et où, y compris pour de nombreux patriotes, les juifs constituent, au mieux, un peuple à part devant " retourner chez lui " en Palestine, au pire, un corps étranger ? Cette décision est évidemment à chercher en dehors de tout sentiment de compassion à l'égard des victimes du génocide commis par le nazisme. Si le fait qu'en 1947 il reste dans les camps de personnes déplacées (D.P.) 250 000 juifs rescapés des camps de la mort inquiète au plus haut point les gouvernements européens, ce n'est pas en raison de leurs conditions de vie déplorables mais par peur des troubles sociaux et politiques qu'ils pourraient engendrer s'ils étaient libres de leurs mouvements. Aussi, la seule question qui vaille aux yeux des gouvernements européens est celle de trouver une terre d'accueil pour ces personnes déplacées.



Cette préoccupation est d'autant plus obsédante que les Etats Unis leur ont fermé leurs portes.

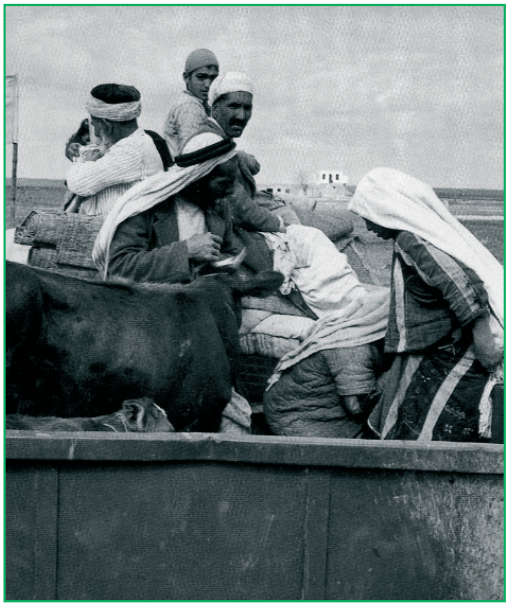
C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter le vote français en faveur de la création d'un Etat juif. C'est aussi dans celui d'un empire colonial en déclin.

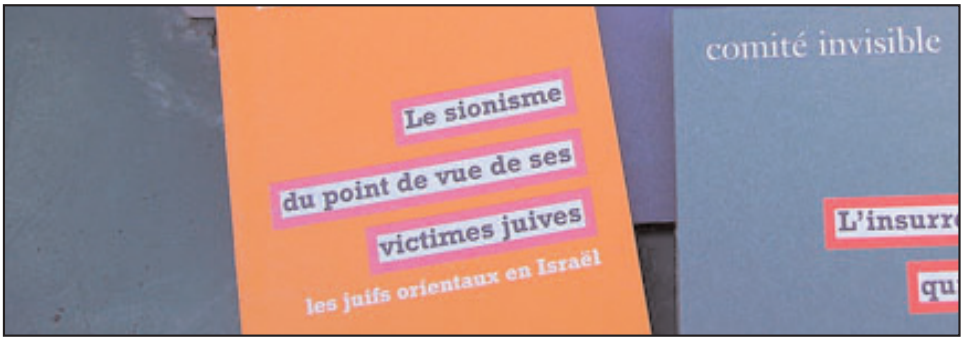
A l'ONU, lors du 1er tour de scrutin, la France, par la voix de son représentant à New York, Alexandre Parodi, et sur instruction expresse du ministre des Affaires étrangères et ministre des colonies, Georges Bidault, s'est prononcée pour l'abstention. Le ministre est alors très inquiet des réactions que la décision française pourrait entraîner chez les musulmans d'Afrique du Nord. Il craint surtout la possible relance d'une agitation nationaliste endémique qui, malgré la répression, ne faiblit pas. Une position de la France, " puissance musulmane " " trop en flèche " sur le dossier palestinien, c'est-à-dire en faveur du projet sioniste, ne risquerait-elle pas de raviver les braises des "événements " de Sétif et Guelma en Algérie (1945) ou celles des troubles récurrents du Maroc interroge Bidault ? Face à lui, des personnalités comme le ministre de l'intérieur socialiste Edouard Depreux, Daniel Mayer président de la ligue des droits de l'Homme mais surtout Léon Blum, leader socialiste vénéré, ancien président du conseil et militant sioniste de longue date, sont partisans du partage. Afin de calmer l'agitation nationaliste au Maghreb, il faut, pensent-ils, que soit écrasée en Orient la toute nouvelle Ligue des Etats arabes. Celle-ci est devenue dans la vie politique française une obsession ; on la fantasme dotée d'une puissance qu'elle n'a pas ; on croit deviner son ombre derrière le moindre mouvement de protestation indigène.

L'Etat d'Israël pour casser la résistance arabe

Les timides remontrances de la Ligue arabe à l'encontre de la violence coloniale en Afrique du Nord lui valent de faire l'unanimité contre elle en France - du PCF à la droite la plus anti communiste - et d'être qualifiée par tous de " machine de guerre anti-française ". Contenir et mettre en échec la Ligue arabe en Palestine, afin de faire pièce à son action en Afrique du Nord, c'est là tout le sens de la stratégie que préconise Léon Blum. Dans la nuit du 28 au 29 novembre, réveillant Vincent Auriol (président de la République) afin qu'il fasse pression sur A.Parodi à l'ONU, il lance un vibrant

(suite p.11)







LE SIONISME COMME DOMINATION BLANCHE

Les éditions* La Fabrique, *que dirige le militant anticolonialiste Eric Hazan, ont publié en 2006 un essai passionnant, rédigé il y a déjà plus de vingt ans par Ella Shohat. Il s'intitule* " Le sionisme du point de vue de ses victimes juives. Les juifs orientaux en Israël ". *Par delà le sort tragique fait aux Palestiniens par l'Etat d'Israël, l'auteure, qui explique également comment les juifs arabes ont été amenés à partager les positions sionistes les plus extrémes, dévoile le caractère blanco et euro-centrique du sionisme, indissociable de son caractère colonial. Elle analyse de ce point de vue les représentations et le traitement réservés aux juifs issus des pays arabes et plus généralement des anciennes colonies européennes ou d'Orient (les misrahim). Etat colonial par rapport au peuple palestinien, Israël a été et demeure plus globalement l'instrument de la suprématie blanche. Ci-dessous quelques extraits.

“ C'était à l'origine pour des raisons purement euro-sionistes que l'on a fait venir les juifs misrahim en Israël. Mais une fois sur place, ceux-ci ont été victimes d'une politique de discrimination systématique de la part d'un pouvoir sioniste qui dispensait ses énergies et ses ressources matérielles selon deux poids deux mesures, toujours au bénéfice des juifs d'Europe et toujours au détriment des juifs orientaux ”(p.37).

“ L'image des misrahim comme peuple opprimé du tiers-monde va totalement à contre-courant du discours dominant en Israël, relayé à l'étranger par les médias occidentaux. A en croire cette version officielle, le sionisme européen a " sauvé " les juifs misrahi de l'impitoyable tutelle de leurs " geôliers " arabes ; il les a affranchis des " conditions primitives " de misère et de superstitions dans lesquelles ils étaient tenus, pour leur permettre d'accéder progressivement à une société occidentale moderne, caractérisée par la tolérance, la démocratie et les " valeurs humaines " - valeurs dont ils ne pouvaient avoir qu'une idée très vague et très approximative dans leurs " cultures levantines " d'origine " ”(p.41).

“ En 1949, à l'époque de l'arrivée massive d'émigrants en provenance des pays arabes et musulmans, le journaliste Arie Gelblum écrivait ainsi à propos des misrahim : " Il s'agit là de l'immigration d'une race qui n'a rien à voir avec toutes celles que nous avons pu connaître dans le pays. (…) Le primitivisme de ces gens est insurpassable. Ils n'ont pour ainsi dire aucune éducation, et pire encore, ils sont parfaitement incapables de comprendre le moindre raisonnement intellectuel. D'une manière générale, ils ne sont guère plus évolués que les Arabes, les nègres et les Berbères de leurs pays. Quoi qu'il en soit, ils sont d'un niveau encore inférieur à celui des anciens Arabes d'Eretz Israel. (…) Ces juifs ne sont pas enracinés dans le judaïsme, et ils vivent par ailleurs sous l'emprise absolue d'instincts sauvages et primitifs. (…) Du côté nord-africain du camp, ce n'est que saleté, jeu, ivresse et prostitution. " ”(p.43)

“ Selon Ben Gourion, les immigrés misrahi sont " dénués des connaissances les plus élémentaires " et ne présentent pas " la moindre trace d'éducation juive ou humaine ". " Nous ne voulons pas que les Israéliens deviennent arabes. Nous sommes par devoir tenus de lutter contre l'esprit du Levant, qui corrompt les individus et les sociétés, et de préserver les valeurs juives authentiques telles que la Diaspora les a cristallisées"(cité p.45). Ben Gourion assimilait les juifs marocains à des " sauvages " et " n'hésitait pas à dévaloriser les misrahim en les comparant aux Noirs emmenés comme esclaves aux Etats-Unis. Dans un article intitulé " La gloire d'Israël " publié dans les Annales du gouvernement, il regrettait que " la présence divine ait déserté les communautés ethniques des juifs d'Orient " ”(p.46).

“ Abba Ebban, quant à lui, déclarait : " L'objectif devrait être d'instiller (aux mizrahim) un esprit occidental, au lieu de les laisser nous tirer vers un orientalisme contre-nature ". " L'une des grandes craintes qui nous étreint (…) est le danger de voir les immigrés d'origine orientale, si d'aventure ils en venaient à être majoritaires, contraindre Israël à régler son niveau culturel sur celui de la région ”(cité p.45).

“ Et Golda Meir : " Saurons-nous élever ces immigrés à un niveau de civilisation satisfaisant ? ”(cité p.45).

“ En 1964, Kalman Katznelson publiait *The Askenazi Revolution*, un ouvrage ouvertement raciste dans lequel il s'élevait contre les dangers de l'arrivée en Israël d'un grand nombre de juifs orientaux, affirmait l'infériorité génétique fondamentale et irréversible des misrahim, craignant que la race ashkénaze ne soit dénaturée par des mariages mixtes, et appelait les ashkénazes à protéger leurs intérêts face à l'avènement d'une majorité misrahim ”(p.47).

“ La " libérale " Shulamit Aloni, leader du parti des Droits du citoyen et membre de la Knesset, qualifiait en 1983 les manifestants misrahim de " forces tribales barbares (…) guidées comme un troupeau par des tam-tams ", qui chantaient des mélopées de " tribu sauvage ". Ce trope implicite, dressant un parallèle entre les misrahim et les Noirs africains, rappelle, comme par un fait exprès, l'un des thèmes favoris de l'antisémitisme européen, celui du " juif noir ". (Dans leurs conversations, les juifs européens désignent parfois les misrahim sous le syntagme yiddish de *schwartes chaies*, ou " animaux noirs "). ”(p.48). ■

FRANCE/ISRAËL, ENTRETIEN AVEC DENIS SIEFFERT

PROPOS RECUEILLIS PAR SADRI KHIARI

Denis Sieffert est directeur de la rédaction de l'hebdomadaire Politis et auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels Israël-Palestine, une passion française. La France dans le miroir du conflit israélo-palestinien, La Découverte, Paris, 2004, et Comment peut-on être (vraiment) républicain ? publié chez le même éditeur en septembre 2006.

L'Indigène de la république : Dans ton livre, Israël-Palestine, une passion française, tu souligne que la politique de la France à l'égard du conflit israélo-palestinien ou arabe a été comme un effet en miroir de sa politique coloniale au Maghreb…

D.Sieffert : Ce qui s'est passé au Maghreb avec le colonialisme français a constamment en effet teinté la position française par rapport au Proche-Orient. Ainsi, avant la Seconde Guerre mondiale, la France était très réservée sur le sionisme. Non pas antisioniste mais elle n'encourageait pas la fondation d'un foyer national juif par crainte que cela ne mette le feu aux poudres au Maghreb. Il y a d'ailleurs eu des épisodes qui ont concrétisé ces craintes. Lors de la Révolte arabe de 1935-36, par exemple, Messali Hadj avait vigoureusement protesté auprès de Léon Blum parce que la France ne prenait pas position en faveur des Palestiniens. Cela a débouché sur un conflit très dur entre le Front populaire et l'Etoile nord-africaine dont Messali Hadj était à la fois l'inspirateur et le dirigeant. Les choses se sont complètement inversées après guerre sous l'effet d'autres facteurs comme le génocide des juifs et la culpabilité commune à beaucoup de pays occidentaux. En 1954, la guerre d'indépendance a éclaté en Algérie et l'idée prédomine que tout est désormais permis avec le monde arabe. Du coup, on joue une carte fusionnelle avec l'Etat juif et la France est pendant toute la Quatrième république le grand parrain, le grand tuteur, d'Israël. Et cela va très loin puisqu'on va acter les recherches nucléaires non pas tant pour la bombe française mais pour favoriser la bombe israélienne ! Les recherches vont ainsi être mises en commun. La France devient ultra-sioniste ; elle entretient des relations véritablement fusionnelles avec Israël. On peut alors entendre de la bouche de responsables politiques sociaux démocrates de l'époque, comme Guy Mollet, François Pinault, etc., des déclarations qui ne le cèdent en rien aux déclarations actuelles des responsables américains sur la guerre contre l'islam, contre le monde arabe, un monde arabe qui serait indistinct, uniforme, d'Oran à Damas en passant, bien sûr, par le Caire qui est alors la grande capitale où sont censés se fourbir tous les complots, avec la figure de Nasser qui est qualifié de " nouvel Hitler ", selon une rhétorique qui a été appelée à un certain succès. Puis, nouveau retournement, en 1962, c'est l'indépendance algérienne. De Gaulle appelle à rompre avec certaines traditions de la Quatrième république, comme le lien fusionnel avec Israël, et à renouer avec le monde arabe en général. C'est une autre vision du conflit israélo-palestinien, un autre regard, qui va notamment se concrétiser en 1967 avec la Guerre des six jours et les mises en garde de De Gaulle à l'encontre d'Israël notamment lors de la fameuse conférence de novembre 1967 où il prononcera la fameuse phrase concernant le " peuple sûr de lui-même et dominateur ". Bien au-delà de cette formule contestable, le discours de De Gaulle constitue un texte assez prophétique sur les ambitions expansionnistes d'Israël sur les territoires jordanien et égyptien, qui se concrétiseront en fait par l'occupation des territoires palestiniens. Ce retournement, on l'a appelé " la politique arabe de la France ", un terme qui a toujours été un peu excessif parce qu'en réalité il n'y a jamais eu de sanctions à l'encontre d'Israël hormis pendant l'épisode de la Guerre des six jours. Mais de grands gestes symboliques ont été accomplis comme l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris sous Giscard, la réception d'Arafat en 1989, sous Mitterrand ; bref, une diplomatie qui reconnaît le fait palestinien.

L'Indigène de la république : L'idée est assez répandue que le PS est plus favorable à Israël que la droite gaulliste. Partages-tu cette opinion ?

D.Sieffert : Nous sommes peut-être à un moment de notre vie politique où ma réponse demain sera peut-être différente de celle que je ferais aujourd'hui ou que j'aurais faite hier. Il y a toute une série de ruptures possibles, notamment avec les élections présidentielles actuelles et le personnage de Nicolas Sarkozy. Celui-ci affiche un credo atlantiste, pro-américains et pro-israéliens qui peut en effet amener la droite en général à rompre avec la tradition gaullienne. En ce qui concerne le PS, l'héritage de la SFIO est toujours bien prégnant. C'est d'ailleurs aussi un héritage de Léon Blum, en tant que tel. Blum était en quelque sorte un sioniste… pour les autres ! Selon lui, le sionisme était bon pour les juifs d'Europe de l'Est, très pauvres et en proie aux pogroms mais pas pour les juifs français parfaitement assimilés. Plus généralement, dans la culture socialiste française, deux facteurs ont été déterminant : d'une part, la culpabilité par rapport au génocide nazi, d'autre part, le fait qu'à sa naissance Israël a été vécu comme un Etat " de gauche ". Beaucoup de gens de gauche, qui n'étaient pas juifs, sont allés ainsi construire des Kibboutz. Le projet sioniste leur paraissait être une voie médiane en rupture avec le communisme stalinien dont on commençait à découvrir les horreurs. Les responsables socialistes qui soutenaient le sionisme ont fait des " héritiers " qui sont toujours à la direction du Parti socialiste et sont devenus des inconditionnels d'Israël qui est tout sauf un Etat de gauche. Cependant, je pense qu'ils ne sont pas suivis par la base du Parti socialiste ; la question palestinienne constitue aujourd'hui une pomme de discorde très importante entre une partie de la direction et de très nombreux militants qui sont bien conscients des souffrances des Palestiniens. Le discours officiel du Parti socialiste est cependant toujours orienté par cette partie de la direction avec, dans le meilleur des cas, une extrême prudence et la volonté de ne pas faire trop de vagues parce qu'ils savent qu'ils ne sont pas majoritaires au sein de leur parti.

L'Indigène de la république : Tu rappelle pourtant, dans ton livre, que François Mitterrand a été le " premier de tous les chefs d'Etat occidentaux à se prononcer pour un Etat palestinien " et à accueillir Yasser Arafat. Tu l'as qualifié de " pro-israélien éclairé ". Mitterrand ne s'inscrirait donc pas totalement dans la tradition socialiste française ?

D.Sieffert : Mitterrand a toujours soutenu Israël. Ainsi, en 1947, alors qu'il est secrétaire d'Etat, il est particulièrement actif pour que la France accueille l'Exodus et surtout pour



qu'on oblige les Britanniques à accueillir en Palestine les 4500 juifs survivants du génocide, embarqués sur ce navire ; il est aussi l'un des responsables politiques les plus pro-israéliens lors de la naissance de l'Etat d'Israël comme il a toujours été très proche de Shimon Pérez… Mais, quand il devient président de la république, il fait une synthèse entre sa culture personnelle et les traditions de la Vème République. De la même façon qu'il se fond dans les institutions fondées par De Gaulle, qu'il avait pourtant sévèrement dénoncées, il se fond aussi dans certains aspects de la politique gaullienne. Mitterrand a un peu été contraint de chausser les bottes du Général mais, fondamentalement, il est resté un ami d'Israël. Par " pro-israélien éclairé ", j'entend qu'il fait partie de ces gens qui considèrent qu'il n'est pas dans l'intérêt d'Israël d'entretenir un conflit avec le monde arabe et les Palestiniens et qu'il vaut mieux régler le problème par la constitution d'un Etat palestinien qui serait le secret de la vraie sécurité d'Israël. Lionel Jospin, par contre, n'a pas été pris dans le même faisceau de contraintes que Mitterrand. Celui-ci, en tant que président de la république, avait les pouvoirs d'un super-ministre des affaires étrangères, conformément aux traditions de la Vème république. Ce qui n'a pas été le cas de Jospin. En l'an 2000, il était seulement Premier ministre et, surtout, il était candidat du Parti socialiste à la présidence de la république et donc son représentant, fidèle à la tradition pro-israélienne de ce parti.

L'Indigène de la république : Tu as évoqué précédemment l'atlantisme de Sarkozy. S'il est élu, penses-tu qu'il alignera complètement sa politique étrangère sur celle des Etats-Unis et sur les intérêts d'Israël ?

D.Sieffert : Ce qui est certain, c'est que Sarkozy est un néo-conservateur à la française, c'est-à-dire quelqu'un qui est très inspiré par les néo-conservateurs américains, entièrement mu, déterminé par une philosophie de la force. On reconnaît, là, Georges Bush et Ariel Sharon. Cela se voit dans la manière dont il règle les problèmes sociaux. On peut imaginer qu'il sera guidé aussi par cette démarche dans sa politique étrangère. Sa profession de foi le confirme : très atlantiste et pro-américaine. On se souvient aussi de l'épisode de son voyage aux Etats-Unis en automne dernier où il a beaucoup intrigué pour être pris en photo avec Georges Bush, sans oublier toutes ses déclarations par rapport à Israël. Ce qui me semble très inquiétant également, c'est la volonté de Sarkozy de ne pas parler avec le Hamas et de ne pas reconnaître les élections de janvier 2006. ■





LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS SOLIDAIRES DU PEUPLE PALESTINIEN

ENTRETIEN AVEC ALI EL BAZ DE L'ATMF[1]

PROPOS RECUEILLIS
PAR HOURIA BOUTELDJA

Notre ami Ali el Baz, un des initiateurs de l'Appel des indigènes de la république, est un " historique " de l'Association des Travailleurs Maghrébins en France. Toujours sur la brèche, il a participé depuis les années 1970 aux luttes des travailleurs immigrés et aux combats pour la libération de la Palestine. Dans l'entretien qui suit, il nous donne sa mémoire en partage.

L'Indigène de la république : Que peux-tu nous dire sur les relations qui existent historiquement entre les mouvements de l'immigration et la cause palestinienne ?

Ali el Baz : Tous les militants de l'immigration étaient les enfants des mouvements de libération nationale et accordaient une importance particulière aux luttes de libération en général. Le dernier pays arabe à être colonisé, encore aujourd'hui, c'est la Palestine. La question palestinienne cristallisait nos espoirs tant dans sa forme radicale que dans son approche démocratique incarnée par l'OLP. Cette formation était une alternative intelligente de gestion des divergences à l'intérieur d'un mouvement politique car il était pluraliste et composé de plusieurs organisations comme le Fatah, le FPLP, le FDLP... C'était quelque chose d'autre que les partis uniques issus des mouvements de libération du Maghreb (FLN, Istiqlal, Destour). Les années 1971/1980, c'est l'émergence de groupes d'extrême gauche et de groupes révolutionnaires qui voulaient réaliser une alliance dans les luttes contre l'impérialisme américain et contre le sionisme. Dans les années 1970, de nombreux militants de l'immigration étaient au MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes) mais également au sein des Comités Palestine. Notre solidarité avec la Palestine s'est manifestée aussi par la création de collectifs nombreux et variés : l'AMFP (Association Médicale Franco-Palestinienne), l'association France Palestine… Il y avait alors une grande proximité entre nous et les leaders palestiniens. C'est cette filiation qui a fait que les associations de l'immigration se sont engagées dans le soutien à la cause palestinienne. L'une de nos grandes revendications était la reconnaissance de l'OLP comme représentant unique et légitime de la cause palestinienne. En même temps, nous étions contre la réaction arabe qui voulait affaiblir le mouvement palestinien. L'une des raisons fondamentales de notre identification au mouvement palestinien était donc également son opposition radicale aux régimes arabes réactionnaires.

L'Indigène de la république : Parles-nous d'une des luttes qui t'a particulièrement marqué…

Ali El Baz : Peu de temps après les accords de camp David dénoncés par toutes les associations en 1979, il y a eu les massacres de Sabra et Chatila, en septembre 82. Ces massacres ont suscité des manifs monstres partout en France. Il était fondamental pour nous que l'OLP sorte de son isolement et soit reconnue. D'autant plus que des groupes palestiniens, comme celui que dirigeait Abou Nidal, avaient été instrumentalisés par les régimes arabes pour faire du tort à la cause palestinienne. Systématiquement, l'OLP était prise dans l'engrenage de l'instrumentalisation des régimes arabes. L'autonomie des décisions de l'OLP était donc pour nous essentielle. Ce fut un de nos principaux combats. C'est pourquoi nous avons organisé des manifs à Strasbourg d'abord puis à Paris pour accueillir Arafat. Nous avions reçu à l'époque, le soutien de la Ligue arabe grâce au regretté Hammadi Essid, qui en était alors le directeur à Paris. Je tiens à lui rendre hommage car il a redonné leur fierté à tous les Arabes de France par son éloquence et son engagement total au service de la cause palestinienne et arabe. Il a réussi à faire converger l'action de la Ligue arabe et des associations de l'immigration. Une grande manif a ainsi pu avoir lieu lors de la visite d'Arafat en France. Des militants de nos réseaux ont fait partie du comité d'accueil du leader palestinien. Je me souviens également d'un concert qu'on avait organisé avec le chanteur Renaud à l'Olympia vers 1989. Il y avait Sapho aussi. Les grands artistes arabes n'ont pas eu le courage de venir. On a ramassé 100 000 francs. A l'époque, c'était énorme. Et Renaud nous a remis un chèque de la même valeur. Il était venu gratuitement en plus. C'était très fort et la salle était comble. Je me souviens également d'un épisode significatif : au lendemain de Sabra et Chatila, nous avions créé un collectif Palestine. Une militante PS du bureau de Clichy nous a rejoint. Elle a été virée du PS !

"Tous les militants de l'immigration étaient les enfants des mouvements de libération nationale et accordaient une importance particulière aux luttes de libération en général. Le dernier pays arabe à être colonisé, encore aujourd'hui, c'est la Palestine."

L'Indigène de la république : Quels liens existaient-ils entre les mouvements anti-racistes et la Palestine ?

Ali El Baz : On ne peut pas dire que la lutte palestinienne éclaire la lutte anti-raciste, car c'est d'abord une lutte de libération. Par contre, les Arabes étaient stigmatisés comme antisémites. Puis une mode est apparue : aller visiter Auschwitz. Nous, on a pris le contre-pied avec l'UJFP (juifs anti-colonialistes) en organisant des voyages en Palestine. Nous pensions que nous n'avions rien à faire à Auschwitz. Nous n'avions, nous, aucune raison de nous sentir coupables vis-à-vis des juifs. Et le fait que plusieurs organisations y allaient répondait à une inadmissible injonction. Celui qui ne faisait pas son pèlerinage à Auschwitz était considéré comme ne luttant pas contre l'antisémitisme. Cela ne signifie pas que les Arabes ne sont jamais antisémites. Il existe une animosité certaine contre ceux qui soutiennent Israël. Pour clarifier les choses, c'est-à-dire pour contribuer à mettre fin à la confusion entre juifs et pro-israéliens, nous avons d'ailleurs organisé une série de débats sur ces questions avec Michel Tubiana qui était alors président de la LDH.

L'Indigène de la république : Où en est-on aujourd'hui, selon toi ?

Ali El Baz : Au delà du sentiment basique de solidarité, on peut constater que les négociations avec Israël suite aux accords d'Oslo, l'émergence du mouvement Hamas, les luttes intestines en Palestine, tous ces événements ont entravé la mobilisation, même pour les militants aguerris. D'autre part, il existe une usure de la lutte, ou plutôt dans les luttes, surtout quand il s'agit, comme pour la Palestine, d'une lutte qui s'inscrit dans la longue durée et qui n'a pas encore de perspectives claires. Ensuite, il y a la tragédie de l'Irak qui a fait diversion. Tu ne peux pas déployer le maximum d'énergie pour la Palestine alors que l'Irak est bombardé. La dynamique s'est affaiblie depuis la première guerre du Golfe. Nous n'avons plus la capacité d'apporter des réponses. Il y a aussi l'affaiblissement des associations de l'immigration. On n'a plus les mêmes capacités de mobilisation. On compte sur les Indigènes de la république pour prendre la relève. ■



1. Association des travailleurs Maghrébins en France

DES RATS DES VILLES CHEZ LE ROI DES CHAMPS

CHRONIQUE INDIGÈNE DE LA CAMPAGNE DE JOSÉ BOVÉ

ALEXANDRE PIETTRE

Certains militants du MIR ont fait le choix de battre la campagne électorale dans le cadre de la candidature " collective " de José Bové, sur la base de " l'appel pour un collectif Banlieues Immigration Avec Bové " qui garantissait à ce collectif une autonomie politique sur un pied d'égalité avec les autres composantes issues notamment des collectifs antilibéraux : communistes unitaires, membres de minorité de la LCR ou des Verts, " électrons libres ", etc… En effet, le principe de la candidature de José Bové était de se faire le porte-voix des sans voix : ainsi, la responsabilité de l'élaboration de la voix des populations indigènes et indigénisées des quartiers populaires incombait concrètement au collectif BIAB, José Bové s'engageant par avance à la relayer.

Dans ce collectif, se retrouvaient des militants regroupés autour de deux pôles principaux : d'une part, un pôle de membres ou de proches du PCF, du MIB et de la FTCR, disposant de quatre porte-paroles, d'autre part l'association " Veto ! Garges " avec le porte-parole Eros Sana, également membre des Verts et animateur du courant " Zone d'Ecologie Populaire ", des membres du CMF, et des indigènes de la république avec le porte-parole M'baireh Lisette. Dès les premières réunions, apparurent les malentendus et les lignes de fracture : alors que certain-es d'entre nous mettaient sur la table les questions que nous aborderions nécessairement d'un point de vue différent de celui des collectifs antilibéraux, comme la question de la laïcité ou la question féministe, les autres mettaient en avant l'absence de consensus sur ces sujets pour les esquiver. Ainsi, certains s'érigeaient de fait en gardiens du temple des 125 propositions , pourtant issues d'un processus auxquels la plupart des membres du collectif BIAB étaient étrangers, et sur lesquelles nous n'étions pas tenus de nous engager. Un point de l' " appel pour un collectif BIAB " illustre ce malentendu originel : il revendique l'extension des droits civiques des résidents communautaires aux résidents extra-communautaires, conformément aux 125 propositions, alors que pour tous dans le collectif BIAB, l'extension des droits de vote et d'éligibilité des résidents étrangers à toutes les élections ne se discutaient même pas.

Aussi, tandis que le collectif BIAB ne se faisait entendre que sur la question des violences policières et s'abstenait d'adopter des motions proposées en son sein sur la politique du logement ou sur la laïcité, se transformant malgré lui en " caution banlieue " des autres forces politiques issues pour la plupart des collectifs antilibéraux, des porte-paroles comme M'baireh Lisette et Eros Sana tentaient de faire entendre la voix " indigène " directement auprès du collectif national de campagne. Sans vrai succès au demeurant, les positions validées comme l'autodétermination des Dom-Tom et la décolonisation des programmes scolaires passant à la trappe des arbitrages relatifs à la production des matériels de campagne. Mais les libertés prises avec le collectif provoquèrent une crise en son sein, suscitant la démission d'Eros Sana et de l'association " Veto ! Garges " à moins de quatre semaines du premier tour.

Cette démission étouffa le pôle réfractant le champ politique blanc et redonna de l'air au pôle " indigène ", parce qu'elle révélait la fracture raciale que les communistes, le MIB et la FTCR ne sauraient voir dans la mesure où ils dénient aux logiques coloniales la faculté de structurer les processus de domination. Jouant sa crédibilité, d'autant qu'il n'avait toujours rien présenté au collectif national, le collectif BIAB dut adopter le programme dont Eros Sana était co-auteur et qui reprenait nombre d'exigences du MIR. Par ailleurs, le retour d'Eros Sana fut exigé par José Bové et sa direction de campagne : ce faisant, il ne détenait plus sa légitimité de porte-parole du collectif BIAB. Dès lors celui-ci, qui avait jusque là étouffé la voix indigène, ne s'est plus jamais réuni.

Cela a été le point de départ d'une " reconquête " du terrain qu'on avait laissé en friche aux forces politiques blanches : la présentation du programme du collectif BIAB au collectif national de campagne conduisit à la mention de la décolonisation des programmes scolaires, de l'autodétermination des Dom-Tom et du droit de vote et d'éligibilité de tous les résidents étrangers, dans le quatre pages envoyés avec la profession de foi aux électeurs et dans le tract récapitulant les principales raisons de voter José Bové. Par ailleurs, alors que l'abrogation de la loi sur le voile n'aurait jamais été actée au travers du filtre du collectif national de campagne, en raison de l'opposition irréductible de sa caution " féministe ", la prohibitionniste Monique Dental, José Bové a pris sur lui la responsabilité de s'engager sur cette abrogation dans une interview au site oumma.com à quinze jours du premier tour. Dès lors, plus rien ne s'opposait à la validation complète du programme malgré les réticences de la direction de campagne par rapport à la question de la gestion coloniale des quartiers populaires (supposant la sortie de la politique de la ville et l'abandon explicite du mot d'ordre de " mixité sociale "). Il a été publié intégralement et sous forme de fiche dans le programme officiel sur le site de campagne, durant l'avant-dernière semaine précédant le premier tour.

Mais cela n'était pas suffisant pour remonter la pente électorale, pour transformer la sympathie indéniable que rencontrait José Bové dans les quartiers populaires en adhésion politique, au travers d'un discours porté dans les médias, suscitant des débats publics, des controverses, etc... Durant les trois semaines cruciales qui ont suivi l'obtention des parrainages, l'invisibilité médiatique de José Bové aura été la règle en raison de l'hégémonie des forces politiques blanches sur la campagne, la ligne adoptée collant à la fois à celle de la LCR et à celle du PCF, de façon à démontrer, par la preuve de l'indistinction avec ces deux forces, que José Bové jouait le jeu de l'unité de la gauche antilibérale. Unité qui, dans la mesure où elle était envisagée en termes de consensus, ne pouvait se faire que sur le dos des revendications indigènes nécessairement discordantes. Et c'est bien parce que cette unité de la gauche antilibérale tenait lieu de mirage qu'une voix indigène a pu finalement créer une brèche dans le champ politique blanc lors de cette élection présidentielle. Il convient maintenant d'approfondir et de renforcer notre autonomie politique, de façon à ce que les forces politiques antiracistes et anticolonialistes déjouent durablement les leurres de l'unité de la gauche et deviennent incontournables dans l'espace public, y compris dans les urnes, et à toutes les élections.

CONTROVERSES INDIGÈNES

L'article ci-dessus est une contribution au débat indigène portant, entre autres, sur les choix tactiques opérés et à opérer lors des échéances électorales. Avec quelques autres membres du MIR, son auteur, Alexandre Piettre, a participé activement à l'action du collectif Banlieue Immigration Avec Bové (BIAB). A titre personnel, il trace, ici, un bilan contrasté de cette expérience qui paraît en effet riche d'enseignements. La rubrique Controverses indigènes est ouverte à toutes les contributions susceptibles d'alimenter notre réflexion commune sur ce sujet ou sur un autre. Il suffit de nous adresser vos textes à l'adresse suivante : journalindigene@yahoo.fr



ABONNEMENTS

Si vous voulez soutenir l'envol de notre journal,
ou simplement être sûrs de ne pas en rater un exemplaire,
la meilleur solution c'est…l'abonnement.
Abonnement 5 mois (5 ex) = 10 €
Abonnement 11 mois (11 ex) = 22 €
Abonnement de soutien :
je verse la somme de …..€, en sus de mon abonnement (indiquez la somme que vous souhaitez ajouter.
Les règlements doivent être opérès directement par virement sur notre compte. Les indigènes de la république sont titulaires d'un compte au :
CREDIT COOPERATIF 252 boulevard Voltaire 75544 PARIS Cedex 11
Code Banque : 42559 Code Guichet : 00008 Numéro : 2102 9261 606 clé RIB 56
Pour tout autre moyen de paiement (chèque, éspèces etc.) veuillez nous appeller au 06 28 06 60 35
ou écrire à : abonnementindigene@yahoo.fr

VOUS POUVEZ TOUJOURS COMMANDER LES NUMEROS 2,3,
4, 5 et 6 DE "L'INDIGENE DE LA REPUBLIQUE" EN ECRIVANT
A L'ADRESSE SUIVANTE : abonnementindigene@yahoo.fr

LA VICTOIRE DE DIEN BIEN PHU

ALAIN RUSCIO

Le 7 mai 1954, à Dien Bien Phu, le Viet Minh remporte une extraordinaire victoire contre les troupes coloniales françaises. Cette victoire, qui a été celle de tous les peuples colonisés, est aussi la nôtre. L'histoire officielle française qui continue, près de cinquante ans après la décolonisation, à s'identifier à l'Etat colonial, parle bien sûr de " défaite " comme elle refuse de se féliciter du démembrement de l'Empire. Or, s'il s'agit bien d'une défaite des armées coloniales, la raclée bien méritée qu'ont reçu celles-ci est incontestablement une victoire des " valeurs " que prétend porter la République : les droits de l'homme, la liberté, l'égalité et la fraternité. Tant qu'elle ne le reconnaîtra pas, la République n'aura pas rompu avec son histoire coloniale. Nous publions ci-dessous un article qu'a bien voulu écrire pour nous, notre ami historien Alain Ruscio qui préside le Centre d'Information et de Documentation sur le Vietnam contemporain.

Dien Bien Phu… Le sort a voulu que ce petit village du pays thaï, au nord du Vietnam, près de la frontière laotienne, devienne un des noms les plus importants de l'histoire du XXe siècle. Le sort ? Non. Plutôt la volonté de " casser du Viet "[1] , comme on disait alors élégamment dans les salons des gouvernants de la IVe République et dans les états-majors de Hanoi.

En novembre 1953, quand les généraux français, Navarre en tête, décident de larguer des milliers de parachutistes sur Dien Bien Phu, la guerre vient de " fêter " son septième anniversaire. Où sont-elles, les rodomontades des premiers mois de la guerre, les certitudes d'être entrés dans le " dernier quart d'heure " ? En vérité, l'armée française est déjà acculée, avant l'ultime défaite. Sur les murs des bureaux des généraux, une carte marque l'implantation des forces. En rouge, les positions Viet Minh, en blancs, les positions françaises. Nul n'ignore, alors, le surnom de cette carte : " vérole "… tant les taches blanches paraissent des îlots à la veille de la submersion.

Comment expliquer que les troupes de Vo Nguyen Giap, le général en chef Viet Minh, aient progressivement pris l'ascendant ? L'aide du monde socialiste, de la Chine en particulier ? Elle existe, mais ne peut être comparée, en quantité et en qualité, à celle que les Etats-Unis dispensent à la France (près de 80 % du financement en 1954). L'indifférence de l'opinion, en métropole ? Elle est évidente, mais à qui la faute ? Les officiels français n'ont pu opposer qu'une guerre impopulaire à la guerre populaire de Giap : le pays ne se sent pas concerné - à juste titre - par ce conflit du bout du monde, où l'intérêt national n'est pas engagé. L'intérêt national, non, mais les intérêts les plus obsolètes de la grande colonisation, si. Ceci explique peut-être cela.

Dien Bien Phu, donc.

La bataille dure de la mi-mars au 7 mai 1954. A l'origine, l'optimisme, là encore, règne, côté français. D'hommes à hommes, en choc frontal, on va écraser les " Viets "… Le racisme colonial a ici un effet inattendu : durant un siècle, les Français se sont habitués à mépriser ces petits hommes jaunes, si (apparemment) frêles, si (apparemment) incapables d'organisation… A part quelques esprits lucides, il ne leur vient pas à l'esprit qu'une ère, celle de la domination technique - et donc militaire - sans partage de l'Occident est en train de s'achever.

Le 7 mai 1954, donc, les derniers défenseurs du camp de Dien Bien Phu, harassés, brisés par une bataille continue de 55 jours, reconnaissent, la mort dans l'âme, la supériorité de l'adversaire. Une guerre s'achève.

On imagine mal l'écho que put avoir cet événement dans le monde colonisé ou dominé, en particulier dans l'outremer français : les colonialistes avaient été vaincus, une armée régulière défaite. Le président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), Ben Youcef Ben Khedda, se souvient : " Le 7 mai 1954, l'armée d'Ho Chi Minh inflige au corps expéditionnaire français au Vietnam l'humiliant désastre de Dien Bien Phu. Cette défaite de la France agit en puissant détonateur sur tous ceux qui pensent que l'option de l'insurrection à court terme est désormais l'unique remède, la seule stratégie possible (…). L'action directe prend le pas sur toutes les autres considérations et devient la priorité des priorités "[2] . Et ce n'est évidemment pas un hasard si l'insurrection algérienne éclate trois mois plus tard [3], même si, évidemment, le processus algérien avait son propre rythme de développement.

La contagion

Mais la contagion ne s'arrêtera pas et le Vietnam devient, pour de nombreux colonisés, un modèle.

En témoigne la popularité d'un curieux petit bonhomme, si réservé, si modeste, que l'Histoire a retenu sous l'un de ses nombreux pseudonymes, Ho Chi Minh. La vie entière de cet homme est la preuve, incontestable, que le patriotisme le plus intransigeant peut se conjuguer avec l'internationalisme. Dès les années 20, en France, il est membre fondateur et principal animateur de l'Union intercoloniale, qui publie le journal Le Paria. Là, se retrouvent des colonisés de tous les continents. Pour le futur Ho Chi Minh, la communauté de malheur - être colonisés par la même puissance - devient une communauté de destin - être des éléments combattants d'un même mouvement. Toute sa vie est dans ce symbole.

Lorsque commence, en 1946, la guerre d'Indochine, le combat des Vietnamiens est observé avec le plus grand intérêt par tous les " damnés de la terre ". Le 5 juin 1947, à Paris, lors d'un grand meeting tenu au Vel d'Hiv', par exemple, prennent la parole des hommes politiques appelés à des destins divers : le futur président ivoirien Félix Houphouët-Boigny pour le Rassemblement démocratique africain (RDA, alors apparenté au groupe communiste à l'Assemblée), le poète Aimé Césaire pour le Parti communiste français (PCF), le futur président de l'Assemblée nationale sénégalaise Lamine Gueye pour le Parti socialiste SFIO, un Algérien présenté comme " Chérif " pour le Manifeste algérien ...[4]

Plusieurs témoignages l'attestent : les yeux des colonisés sont alors tournés vers les maquis du Vietnam. Résistera-t-il à la force infiniment supérieure du corps expéditionnaire français ? Dans les pays colonisés, la censure tatillonne et la répression ne permettent pas une expression spectaculaire de la solidarité. Mais les rares textes émanant des milieux nationalistes attestent de cette attention. Comme ce magnifique appel du vieux leader " rifain ", Abd El Krim, alors en exil au Caire : " La victoire du colonialisme, même à l'autre bout du monde, est notre défaite et l'échec de notre cause. La victoire de la liberté dans n'importe quel endroit du monde est notre victoire, le signal de l'approche de notre indépendance "[5] .

D'autres témoins, au contraire, s'en effrayent. En 1949, l'écrivain Maurice Genevoix sillonne l'Afrique. Comme il était fréquent en ce temps-là, il en ramène un ouvrage fait de notes prises sur le vif et de réflexions sur la situation. " Partout où je suis allé, écrit-il, Tunisie, Algérie, Maroc, Sénégal, Soudan, Guinée, Côte d'Ivoire ou Niger, il était tout de suite évident que l'importance des événements d'Indochine était tenue d'avance pour décisive. Les silences, sur ce point, étaient plus éloquents que les paroles "[6].

La succession des revers de l'armée française en Indochine accentuera évidemment la prise de conscience de la solidarité entre colonisés, un peu partout dans l'Empire. C'est par exemple dans les ports d'Algérie (Oran, Alger), et non en métropole, que les dockers refusent, les premiers, de charger du matériel de guerre à destination de l'Indochine.

Le Valmy des peuples colonisés

Quel fut l'écho de Dien Bien Phu ? Une solide étude de l'opinion - utilisant notamment les rapports de police - et de la presse des ex-colonies françaises fait encore défaut. Cependant, divers indices laissent penser que l'on s'est réjoui dans plus d'un foyer, d'Alger à Tananarive en passant par Dakar.

Une chose est certaine : Dien Bien Phu n'est pas seulement entrée dans l'Histoire de deux pays - pour la France, comme le symbole d'une obstination anachronique débouchant sur une catastrophe, pour le Vietnam comme celui de la reconquête de l'indépendance nationale. La bataille a été reçue, de par le monde, comme une rupture annonçant d'autres combats. L'odeur de la poudre s'était à peine dissipée, dans la cuvette du " Tonkin ", qu'elle imprégnait les Aurès. Et l'écho de la bataille n'attendit pas son premier anniversaire pour voir réunis, à Bandoeng, les " damnés de la terre ".

En 1962, dans la préface de La Nuit coloniale, le leader nationaliste algérien Ferhat Abbas écrit : " Dien Bien Phu ne fut pas seulement une victoire militaire. Cette bataille reste un symbole. Elle est le Valmy des peuples colonisés. C'est l'affirmation de l'homme asiatique et africain face à l'homme de l'Europe. C'est la confirmation des droits de l'homme à l'échelle universelle. A Dien Bien Phu, la France a perdu la seule légitimation de sa présence, c'est-à-dire le droit du plus fort "[7] .

Valmy… A la réflexion, la comparaison est excellente. On sait qu'en 1792, les soldats révolutionnaires français partaient à l'assaut aux cris de " Vive la nation ! " (ce qui ne signifiait absolument pas " A bas les autres nations ! "). C'est ce sentiment national, nié, ignoré, c'est cette fierté d'êtres humains, que les colonisés, à Dien Bien Phu comme dans tous les pays dominés, a triomphé de la morgue des anciens seigneurs. ■

1. Les officiels (et la presse), en France, ne disaient jamais " Vietnamiens ", pour désigner leurs adversaires, mais " Viet Minh " (du nom du Parti, dirigé par Ho Chi Minh, qui menait la lutte) ou " Viet ", terme méprisant.

2. *Les origines du 1er novembre 1954*, Dahlab, Alger, 1989 ; cité par Benjamin Stora, " *Un passé dépassé ?* 1954, de *Dien Bien Phu aux Aurès* ", document dactylographié d'un colloque, Hanoi, avril 2004.

3. L'a-t-on suffisamment observé ? l'Empire colonial français, comme le Premier Empire, celui de Napoléon, a connu ses " cent jours " : entre le 20 juillet 1954, date de la signature des accords de Genève qui mirent fin au conflit indochinois, et la Toussaint 1954. Clin d'œil (ou grimace ?) de l'Histoire.

4. *L'Humanité*, 6 juin.

5. Voir Abdelkrim Khattabi et son rôle dans le Comité de libération du Maghreb, document cité par Abdallah Saaf, *Histoire d'Anh Ma*, Paris, L'Harmattan, 1996

6. *Afrique blanche, Afrique noire*, Flammarion, Paris, 1949.

7. Julliard, 1962



SUITE DE LA PAGE 5

PALESTINE 1947/48 : LA RESPONSABILITÉ FRANÇAISE

YOUSSEF BOUSSOUMAH

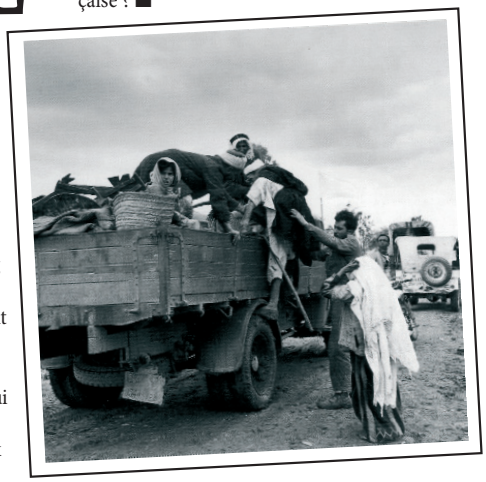
appel où il lie les deux situations, Maghreb et Machrek : " Rien ne serait plus dommageable pour notre domaine d'Afrique du Nord " dit-il, " qu'une marque de débilité de notre part en Palestine. Il faut briser la résistance arabe ". Il est entendu. La France s'exprime, au second tour, pour le partage entraînant dans son sillage plusieurs votes identiques. Compte tenu du rapport de force à peu prés égal avant cette décision, le vote français fit pencher la balance.

Le coup de fil de Léon Blum ne fut pas forcément décisif ; la décision de changer la position française et de contourner Bidault après le 1er tour avait déjà été prise. Mais cet appel au président n'en apporte pas moins un éclairage remarquable sur l'état d'esprit qui fait alors consensus et sur les motivations de la décision française : la question coloniale. Donnée fondamentale pour ce pays confronté à l'effondrement de sa puissance d'avant guerre et qui doit au même moment faire face à des révoltes indigènes de plus en plus fréquentes : Indochine, Madagascar, Afrique du Nord.

En fait, une coalition hétéroclite de partis, de mouvements et d'individus s'est mise en place, dés 1946, apportant son soutien à la création de l'Etat d'Israël. Un engouement d'autant plus suspect qu'il rassemble dans une même ferveur vrais résistants et authentiques collaborateurs. Tous réunis contre " les féodaux arabes ". (A l'exception notable de certains milieux chrétiens, dont le remarquable hebdo " Témoignage chrétien " : celui-ci sut exceller dans la défense du peuple palestinien de la même façon qu'il sut avec courage combattre l'antisémitisme de Vichy.) Les sionistes ont très tôt reçu une aide politique et matérielle considérable. Ils ont pu installer leur logistique au su et au vu de la police française. Station de radio émettant en direction de la Palestine, camps d'entraînement à l'émigration et aux armes. Bases d'embarquement vers la Palestine (le transport l'Exodus partira en 1947 de Port de Bouc), dépôts d'armes (dont beaucoup proviennent de stocks ayant appartenu à la résistance y compris la résistance communiste des FTP) et convoyage de celles ci vers la Palestine (à partir d'Ajaccio, entre autres, grâce à Maurice Papon, préfet de Corse en 1947). Le sud de la France s'est trouvé rapidement transformé en base arrière de la guerre contre les Arabes de Palestine. En contrepartie, des accords furent conclus avec les sionistes qui s'engageaient à aider la France contre les menées " anti-françaises " des nationalistes du Maghreb et des… Anglais.

Les intellectuels aux côtés d'Israël

La très grande majorité des intellectuels français, Jean Paul Sartre et Simone de Beauvoir en tête (ils militent tous deux dans un groupe sioniste extrémiste " le comité hébreu de libération nationale ") mais aussi Albert Camus, (directeur de Combat), Jules Romain où Sacha Guitry (ayant quelques " faiblesses " Vichyssoises à se faire pardonner) s'engagent aux côtés du mouvement sioniste. La fille du ministre socialiste de l'intérieur, E.Depreux, milite à l'Irgoun, un groupe terroriste dirigé par Menahem Begin. Des écrivains comme Arthur Koestler ou Joseph Kessel partent aux côtés de la Haganah de Ben Gourion. Le 18 mai 1945, quelques jours après la proclamation de l'Etat d'Israël, un meeting " émouvant " regroupe au Vel' d'Hiv' - terrible ironie de l'Histoire - les partis communiste et socialiste qui ont fait taire pour l'occasion tous leurs différends. " Deux mille ans après la perte de son indépendance nationale, l'Etat juif est né " titre sans rire la presse communiste, pour qui cet Etat sera assurément un allié de l'URSS dans la guerre froide. Dans le même temps, l'expulsion des deux tiers du peuple palestinien de ses villes et villages - dés le 9 avril 1947 avec le massacre du village de Deir Yassin - ne rencontre que mépris ou indifférence, hormis chez quelques rares intellectuels comme l'islamologue Louis Massignon. N'est-il pas temps de revenir sur cette responsabilité française ? ■





LE PETIT FACHO DE GAUCHE (7)

Fatouche Ouassak

Voici le septieme volet du "Petit Facho de Gauche" ou "Comment véhiculer sournoisement, dans un long discours sur le vivre-ensemble et la tolérance, des représentations racistes, tout en ramassant le stylo tombé par terre, que l'on vient d'utiliser pour signer, les larmes aux yeux, une pétition en faveur du petit Mamadou, 5 ans, menacé d'explusion si on ne fait rien".

- "J'ai lu dans le Monde il y a quelques semaines que..."

Caution légitime qui permet de parler franchement des vrais problèmes de la société française sans être taxé de raciste à tout bout de champ. Toujours bien avoir lu l'article "il y a quelques semaines", et jamais "il y a quelques jours" pour décourager les plus curieux d'essayer de retrouver les traces de l'article fictif.

- "J'ai un ami, Rachid, éducateur à Vitry, qui dit que..."

Expression synomyme de "J'ai lu dans le Monde que...". Attention : pour une personne qui ne compte pas l'ombre d'un cheveu frisé de maghrébin parmi ses amis, pour plus de crédibilité, préférer avoir lu dans le Monde.

- Régulation de l'immigration

Avoir lu dans Le Monde que (ou avoir un ami Rachid qui dit que) les immigrés eux-mêmes en ont assez du laisser-faire concernant l'afflux en France de migrants. Ils disent avoir compris que c'est le laxisme dans ce domaine qui les empêche d'être des français de souche et qui les oblige à provoquer le racisme de la société française à leur égard.

- Foulard à l'école

Avoir lu dans Le Monde que (ou avoir une amie Rachida qui dit que) la loi interdisant le voile terroriste à l'école a été vécu comme un facteur d'émancipation par les jeunes filles qui portaient le foulard. Ces filles parlent de réussite de cette loi puisqu'elles ne portent plus le voile à l'école. Elles ne vont en effet plus à l'école et continuent le formidable processus d'émancipation enclenché par cette loi dans leur chambre.

- Maghrébin non homophobe

Maghrébin homosexuel, bisexuel, transexuel... ou en tout cas, lui-même pas tout à fait normal côté sexualité.

- Maghrébin non sexiste

Maghrébin âgé de 26 ans, résidant au 34 rue Voltaire, à Paris. Il y en avait un deuxième, mais il est malheureusement mort d'un accident de moto en février dernier.

- Maghrébin non antisémite

Où ça?

LE MEETING DES INDIGÈNES :


Abdelaziz Chaambi (MIR)


Hanane (MIR)


Fatima Ouassak (collectif féministe indigène)


Guy Guioubly



La fracture raciale, le négationnisme historique et l'orientation néo-coloniales des politiques françaises dans le monde, les axes mêmes de nos revendications ont été instrumentalisés, exploités ou simplement oubliés par la plupart des candidats.

Avec le meeting que nous avons organisé, le 14 avril dernier à Paris, le pari avait été fait de donner corps à notre discours dans l'espace public et de porter notre message politique avant le premier tour de ces sacro-saintes échéances électorales. Au vote dit " utile ", vote du désespoir en vérité, nous avons préféré le choix de la parole libre pour la dignité et la réaffirmation de notre volonté de construire une puissance politique autonome anticolonialiste et antiraciste.

C'est (contrairement à ce qu'on dit les médias) plus d'un millier de personnes qui sont venue écouter les différentes personnalités invitées à nous faire partager leurs combats et analyses de cette société de plus en plus liberticide à l'égard de nos communautés. Le ton et le contenu sérieux et grave de ce rassemblement politique n'ont pas empêché une ambiance chaleureuse, d'échanges et de convivialité. Pour tout cela, merci à tous ceux qui ont été parmi nous ; bravo et merci à tous les intervenants.

Crédit photo : Dalila H


Tarik Ramadan aprés son intervention







UN SUCCÈS !